

Compte rendu de séance

Séance du 4 Décembre 2017

L' an 2017 et le 4 Décembre à 20 heures 30 minutes , le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué , s' est réuni au nombre prescrit par la loi , dans le lieu habituel de ses séances ,Mairie de LAMARCHE sous la présidence de
VAGNE Daniel Maire

Présents : Mmes : BOURCIER Joelle, CAYTEL Marie Louise, FLORIOT Anne-Marie, MM : CONTAUX Jean-Benoît, FIEUTELOT Guy, GARILLON Christian, HEITZ Laurent, MAIRE Jean-Marie, MAYOUD Stéphane, VAGNE Daniel

Absent(s) ayant donné procuration : Mmes : LEGOUPIL Carole à M. FIEUTELOT Guy, PIERROT Myriam à VAGNE Daniel, M. SENESSION Laurent à Mme CAYTEL Marie Louise
Absent(s) : Mmes : LASSALLE Cécile, PETIT Angélique

Nombre de membres

- Afférents au Conseil municipal : 15
- Présents : 10

Date de la convocation : 27/11/2017

Date d'affichage : 27/11/2017

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Sous-Préfecture de NEUFCHATEAU
le :

et publication ou notification
du :

A été nommé(e) secrétaire : FLORIOT Anne Marie

Objet(s) des délibérations

SOMMAIRE

Forêts :

- Etat d'assiette 2018 - 2017/048

Parcelle 13

Vente de grûmes façonnées et partage des autres produits

Exploitation des autres produits par les affouagistes - 2017/049

Admission en non valeur/service des eaux - 2017/050

Mise en place du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel)
- 2017/051

Raccordement assainissement à la Maison Paroissiale - 2017/052

Modification statutaires Communauté de Communes Les Vosges Côté Sud Ouest - 2017/053

Instruction d'urbanisme - Adhésion ATD - 2017/054

Enfouissement des réseaux secs rue du Faubourg des Vosges

Génie civil du réseau téléphonique - 2017/055

Adhésion de commune au SMDANC - 2017/056

Soutien à la Motion de l'AMRF sur l'adoption d'une Loi en faveur des communes et de la ruralité . - 2017/057

RECENSEMENT DE LA POPULATION 2018

COORDONNATEUR ET AGENTS RECENSEUR - 2017/058

Forêts :

- Etat d'assiette 2018 réf : 2017/048

Monsieur le Maire explique qu'il y a lieu d'entériner la proposition de coupes établie par l'Office National des Forêts pour l'exercice 2018 dans la forêt communale .

Le conseil municipal après en avoir délibéré,

- accepte l'état d'assiette dans sa totalité,
- demande à l'ONF d'asseoir les coupes de l'exercice 2018 conformément à son courrier du 12 septembre 2017.
- Demande le martelage des parcelles suivantes :

Amélioration :

P 37a 40u 34a 70u 34 b 35 a 58 u 69 u

P 21 37 b 59 a

Régénération :

P 5 r 13 u 38 u 57 r 63 u

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

Parcelle 13

Vente de grumes façonnées et partage des autres produits

Exploitation des autres produits par les affouagistes

réf : 2017/049

Le Conseil Municipal de Lamarche,

- fixe comme suit la destination des produits des coupes des parcelles figurant à l'état d'assiette 2017/2018 :
P 13 -

- Vente des grumes façonnées au cours de la campagne 2017/ 2018

- Partage en nature des autres produits (houppiers et petits bois) entre les affouagistes,

le Conseil Municipal :

- laisse à l'Office National des Forêts le soin de fixer les découpes dimensionnelles,

- décide de répartir l'affouage par feu

- désigne comme garants responsables : Messieurs - VAGNE Daniel - CONTAUX Jean-Benoît - SENESSION Laurent

- fixe le délai unique d'exploitation, façonnage et vidange des bois partagés en affouage au 15/10/2018 (A l'expiration de cette date, les affouagistes pourront être déchus de leurs droits)

- fixe le montant de la taxe affouagère : 6 €/stère volume 20 stères soit 120 € le lot d'affouage.

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

Admission en non valeur/service des eaux

réf : 2017/050

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, accepte la mise en non valeur des produits irrécouvrables présentés d'un montant de 251.91 €

- les crédits sont inscrits au cpte 6541 du budget services des eaux.

A la majorité (pour : 0 contre : 13 abstentions : 0)

Mise en place du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel)

réf : 2017/051

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal que :

Suite à une information du Centre de Gestion des Vosges, la délibération pour la Mise en place du RIFSEEP sera soumise à la CAP qui aura lieu en Février 2018 et sera délibérée en Conseil après cette date.

Raccordement assainissement à la Maison Paroissiale

réf : 2017/052

Monsieur Le Maire fait part au conseil municipal qu'il convient de relier l'assainissement dans la rue de la Croix de Mission à la création de la maison paroissiale,

La Commune prend en charge les travaux de raccordement d'un montant de 4000 € TTC, et demande à L'Association Diocésaine de Saint Dié une participation financière de 1600 € du montant des travaux.

le conseil municipal , après en avoir délibéré,

accepte et autorise Monsieur le Maire à facturer à L'Association Diocésaine de Saint Dié la participation financière de 1600 €.

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

Modification statutaires Communauté de Communes Les Vosges Côté Sud Ouest
réf : 2017/053

Par délibération du 22 août 2017, les statuts de La Communauté de Communes Les Vosges Côté Sud Ouest ont été modifiés, il est inscrit dans le bloc facultatif :

"Assainissement non collectif : réhabilitation des systèmes d'assainissement non collectif (étude et travaux) et entretien des installations".

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, accepte la modification statutaire.

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

Instruction d'urbanisme - Adhésion ATD

réf : 2017/054

Monsieur le Maire fait part au conseil municipal de la fin des services de l'Etat pour l'instruction des autorisations d'urbanisme,

Au 1er janvier 2018, les services de l'Etat n'instruiront plus les autorisations d'urbanisme des communes disposant d'un PLU,

La Communauté de Communes Les Vosges Côté Sud Ouest possède la compétence liée à l'élaboration, la modification et la révision des documents d'urbanisme mais pas celle à l'instruction des documents d'urbanisme, elle ne peut donc proposer aux communes de solution de mutualisation.

Notre commune doit opter pour le centre instructeur du Département, l'Agence Technique Départementale,

Monsieur le Maire présente la création de l'AGENCE TECHNIQUE DEPARTEMENTALE initiée par le Département lors de son assemblée délibérante du 22 juillet 2013.

L'objectif de l'AGENCE est de trouver une solution aux collectivités adhérentes pour réaliser ou faire réaliser leurs études et leurs travaux dans les domaines de l'eau potable, de l'assainissement, du bâtiment et de la voirie. L'adhésion à l'AGENCE est soumise à cotisation ; le recours aux prestations de l'AGENCE fait l'objet d'une rémunération au coup par coup suivant la nature de la mission confiée à l'AGENCE.

L'AGENCE DEPARTEMENTALE est un établissement public administratif départemental en application de l'article L 5511-1 du Code général des collectivités territoriales. Les statuts prévoient les modalités d'administration de l'AGENCE, via une assemblée générale où tous les membres sont représentés par le Maire ou le Président, et un Conseil d'Administration.

Après en avoir délibéré, l'assemblée délibérante :

- **DECIDE** d'adhérer à l'AGENCE TECHNIQUE DEPARTEMENTALE et de lui confier l'instruction des autorisations d'urbanisme de la commune,

- **AUTORISE** le Maire à signer tous les actes administratifs émanant de conventions prises avec l'ATD 88

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

Enfouissement des réseaux secs rue du Faubourg des Vosges

Génie civil du réseau téléphonique

réf : 2017/055

Monsieur le Maire présente le projet de génie civil du réseau téléphonique suite aux travaux :

Enfouissement des réseaux secs rue du Faubourg des Vosges.

Monsieur le Maire précise que, dans le cadre du projet de génie civil du réseau téléphonique, orange réalise le câblage et le

Syndicat Mixte Départemental d'Electricité des Vosges réalise le génie civil. Par application de la décision du Comité du

Syndicat Mixte Départemental d'Electricité des Vosges du 20 décembre 2007, le Syndicat finance la surlargeur de fouille (ouverture de la fouille, matériaux) et la commune finance la fourniture et la pose de la totalité du matériel.

Monsieur le Maire précise que le montant de ce projet s'élève à 83 800.00 € TTC et que la participation de la commune, selon la répartition citée ci-dessus s'élève à 24 292.80 €.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal,

- **APPROUVE** le projet tel qu'il est présenté,

- **AUTORISE** la réalisation des travaux par le Syndicat Mixte Départemental d'Electricité des Vosges, maître d'ouvrage, -**S'ENGAGE** à verser au Syndicat Mixte Départemental d'Electricité des Vosges le montant de sa participation, dès que la demande lui sera faite.

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

Adhésion de commune au SMDANC

réf : 2017/056

Monsieur le Maire fait part aux membres du conseil municipal du courrier de Monsieur le Président du Syndicat Mixte Départementale d'Assainissement Non Collectif, invitant le conseil municipal à se prononcer sur :
- la demande d'adhésion de la commune de Saint Dié des Vosges
Après en avoir délibéré, le conseil municipal,
accepte l'adhésion de la commune de Saint Dié des Vosges.

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

Soutien à la Motion de l'AMRF sur l'adoption d'une Loi en faveur des communes et de la ruralité .

réf : 2017/057

Monsieur le Maire fait part au conseil municipal de la motion sur « l'adoption d'une Loi en faveur des communes et de la ruralité », adoptée au Congrès national de l'Association des Maires Ruraux de France du 30 septembre et 1^{er} octobre 2017 à Poullan-sur-Mer (29).

Il en donne la lecture :

« Motion sur l'adoption d'une Loi en faveur des communes et de la ruralité »

Nous, Maires ruraux réunis en Congrès et en Assemblée générale à Poullan-sur-Mer (Finistère) le 1^{er} octobre 2017 demandons au Parlement et au Gouvernement de se saisir d'urgence d'une loi de programmation et de financement en faveur du développement des territoires ruraux. Elle doit porter une vision politique nouvelle et déterminée en faveur des territoires ruraux dans l'intérêt du Pays, de sa cohésion et de son équilibre.

Nos campagnes sont dynamiques, vivantes, solidaires et inventives. Elles sont une chance réelle pour notre pays dans une complémentarité assumée entre les territoires urbains et ruraux.

Pour la saisir, il faut redonner de la considération aux territoires ruraux et les mêmes capacités d'actions qu'aux territoires urbains. Il faut redonner espoir aux habitants et aux élus.

Ce combat, nous le menons malgré des années difficiles où les gouvernements successifs dévitalisent, par des mesures successives et sans fin, les communes et la ruralité de leurs compétences, de leurs moyens et des services nécessaires à leur dynamisme.

Parce que nous voulons construire NOTRE avenir, parce que nous avons la volonté de fabriquer demain :

- Nous avons besoin, en début de quinquennat, d'ingénierie réelle, d'une véritable simplification des procédures pour que des projets puissent voir le jour : éducation, santé, eau, assainissement, urbanisme et droit des sols, habitat, téléphonie, voirie, logement locatif, mobilité, culture,...
- Nous avons besoin de liberté et de souplesse en revenant sur les transferts obligatoires aux EPCI. De même qu'une lecture fine nécessaire au maintien en ZRR des communes qui en ont besoin (correction du décret ZRR qui exclut les communes en agglomération).
- Il nous faut dégager des moyens par des mécanismes de dotations dynamiques et pérennes, basés sur l'égalité entre urbains et ruraux, d'une péréquation plus forte.

Face à ce ras-le-bol général et pour défendre NOTRE futur, des centaines de maires se sont déjà réunis, grâce à l'action de plusieurs associations départementales pour faire entendre NOTRE voix, celle de la ruralité.

Ce fut le cas ces derniers jours dans l'Allier, dans le Puy-de-Dôme et le Lot. Ce sera le cas prochainement dans l'Eure et en Seine-Maritime. C'est aujourd'hui à Poullan-sur-Mer avec des congressistes venus de toute la France que les Maires ruraux s'engagent en faveur d'une loi adaptée aux territoires ruraux.

Avec esprit de responsabilité et combatifs, nous proposerons, à partir des 150 propositions des Etats Généraux de la ruralité dans les prochaines semaines un texte à destination du Parlement.

Ce texte visera à faciliter la vie des communes rurales et de ses habitants, à partir du constat que les législations actuelles et successives sont toutes d'inspiration et à dominante urbaine.

Nous appelons les Parlementaires à se saisir de cet appel pour le concrétiser. L'enjeu rural doit être véritablement pris en compte dans l'ensemble des textes de lois.

Nous appelons solennellement toutes les communes rurales de France à adopter une délibération demandant le vote d'une Loi-cadre « communes et ruralités » ».

Après lecture faite, le conseil municipal,

APPROUVE l'ensemble du contenu de la motion établie par l'AMRF sur l'adoption d'une Loi en faveur des communes et de la ruralité ;

S'ASSOCIE solidairement à la démarche de l'Association des maires ruraux de France en faveur d'une loi-cadre « commune et ruralité ».

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

RECENSEMENT DE LA POPULATION 2018
COORDONNATEUR ET AGENTS RECENSEUR

réf : 2017/058

Le Maire rappelle au conseil municipal que la loi n°2002-276 relative à la démocratie de proximité confie aux communes l'organisation des opérations de recensement de la population. La prochaine enquête supervisée par l'INSEE se déroulera du 18 janvier 2018 au 17 février 2018 pour la commune.
Pour assurer cette mission, il est nécessaire de désigner un coordonnateur assisté d'un coordonnateur suppléant et de créer 2 emplois d'agents recenseurs.
Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le code général des collectivités locales,
Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
Vu la loi n°51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques,
Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1973 sur l'informatique, les fichiers et les libertés,
Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité (notamment son titre V, articles 156 à 158),
Vu le décret en Conseil d'Etat n° 2003-485 du 5 juin 2003, modifié définissant les modalités d'application du titre V de la Loi n°2002-276,
Vu le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 modifié, fixant l'année de recensement pour chaque commune,
Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale,
Vu le décret 2007-658 du 2 mai 2007 relatif au cumul d'activités,
Considérant que la collectivité doit organiser pour l'année 2018 les opérations de recensement de la population.
Considérant qu'il convient de désigner un coordonnateur assisté d'un coordonnateur suppléant pour l'enquête de recensement et de fixer la rémunération des agents.

décide, après en avoir délibéré,

- Monsieur le maire désigne un coordonnateur et un coordonnateur suppléant afin de mener l'enquête de recensement pour l'année 2018, pour la période allant du 18 janvier 2018 au 17 février 2018.
Ils bénéficieront pour l'exercice de cette activité :
- d'une indemnité du régime indemnitaire.
- D'autoriser le maire à recruter par contrat, selon l'article 3 premièrement de la loi du 26 janvier 1984, les agents recenseurs pour assurer le recensement de la population en 2018.
- De fixer la rémunération selon le montant de la feuille logement et du bulletin individuel selon le tarif en vigueur.
Les crédits nécessaires seront inscrits au budget de l'exercice en cours.

charge la Directrice Générale des Services par délégation, de la mise en œuvre de la présente décision.

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

Séance levée à: 21h40

En mairie, le 05/12/2017
Le Maire, Daniel VAGNE